



COMMUNIQUÉ DE PRESSE DE LA COALITION SUR L'HUILE DE PALME

Le 9 mars 2021

Le Conseil fédéral pressé d'agir en matière de durabilité

Dimanche dernier, le peuple suisse a accepté l'accord de libre-échange avec l'Indonésie, à une courte majorité de 51,6 %. Le scepticisme marqué face aux promesses de durabilité du Conseil fédéral doit être pris au sérieux. La coalition sur l'huile de palme réclame une révision de l'ordonnance sur l'huile de palme.

(BERNE) La votation sur l'accord de libre-échange avec l'Indonésie n'a pas permis de clore les débats sur les importations controversées d'huile de palme. Au contraire: les exigences en matière de durabilité doivent encore être précisées et réglées de manière efficace dans le cadre d'une ordonnance. À cet effet, le Conseil fédéral a mis sa proposition en consultation. À l'examen, cette ordonnance a tôt fait de s'avérer insuffisante, car elle n'apporte pas d'amélioration au niveau de la durabilité. Cela contredit la promesse du Conseil fédéral, laquelle a servi à convaincre le peuple de son accord de libre-échange.

La coalition sur l'huile de palme réclame une révision de l'ordonnance: les labels de durabilité peu consistants doivent être exclus de l'ordonnance. Il faut aussi, avant l'entrée en vigueur, une étude de benchmarking, qui inclue la mise en œuvre et l'efficacité des labels. Selon les organisations regroupées au sein de la coalition, une révision de l'ordonnance est indispensable. Pour que cela fonctionne, la coalition compte sur la coopération avec le SECO et sur le soutien de la politique.

Le résultat très serré du vote est un signal clair selon lequel la population ne se satisfait pas des promesses de durabilité sans consistance. À l'avenir, la politique économique extérieure de la Suisse devra intégrer les standards environnementaux et sociaux.

Contacts avec les médias:

Bertrand Sansonnens, Pro Natura, 076 396 02 22
Johanna Michel, Bruno Manser Fonds, 079 868 45 15
Beat Rööfli, Union suisse des paysans, 079 768 05 45